

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 28 octobre 2021

Monsieur Jean-Yves Duclos
Ministre de la Santé
Santé Canada
0900C2
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Monsieur le Ministre,

Laissez-moi d'abord vous transmettre toutes mes félicitations pour votre nomination comme ministre de la Santé au sein du gouvernement fédéral. Comme vous le savez, les différents systèmes de santé à travers le Canada ont été largement éprouvés au cours des derniers mois et je souhaite sincèrement que nous puissions engager un dialogue constructif sur des enjeux prioritaires pour l'avenir de ceux-ci et pour l'ensemble des Québécois.

Les dossiers importants pour lesquels nous croyons qu'il est impératif d'avoir des discussions prioritaires sont les suivants :

- Le réengagement du gouvernement fédéral envers le financement en santé par l'augmentation de l'enveloppe du Transfert canadien en santé (TCS);
- Le respect des compétences du Québec en santé et services sociaux, notamment en soins de longue durée et santé mentale;
- Le régime public d'assurance médicaments à l'échelle canadienne.

L'accessibilité et la qualité des soins de santé sur l'ensemble du territoire québécois constituent une grande priorité du gouvernement du Québec. Nous faisons toutefois face à un déséquilibre structurel dans le financement des soins de santé au Canada. En effet, le gouvernement fédéral s'est fortement désengagé financièrement au fil du temps, les gouvernements des provinces et territoires assumant désormais 78 % des dépenses de santé. Cette situation compromet la capacité du Québec à garantir l'accès à des soins de qualité dans un avenir rapproché. Notons également que le vieillissement de la population, l'arrivée de nouveaux médicaments et l'accès à de nouveaux équipements de pointe accroîtront davantage la pression sur le réseau de la santé dans les prochaines années.

... 2

Ces problématiques se retrouvent également dans les établissements offrant des soins de longue durée. En effet, bien que le Québec possède un cadre réglementaire très clair sur les obligations des propriétaires de ces établissements et des résidences pour personnes âgées, notamment l'obligation de se soumettre à un processus d'agrément, cet encadrement rigoureux très strict ne permettra pas à lui seul d'assurer l'accessibilité à des soins de qualité aux bénéficiaires actuels et futurs.

Ainsi, le Québec considère qu'il est grand temps de corriger ce déséquilibre par une augmentation notable et inconditionnelle du soutien financier fédéral à long terme, plutôt que par la mise en place de nouveaux fonds ciblés de courte durée. C'est pourquoi le gouvernement du Québec, tout comme le Conseil de la fédération, réitère sa demande au gouvernement fédéral de procéder à une injection immédiate de fonds dans le TCS afin de rapporter sa part du financement à 35 % des dépenses de santé des provinces et des territoires, ce qui représente actuellement une augmentation de 28 milliards de dollars. Ce ratio devrait, par la suite, être maintenu au fil du temps à l'aide d'un facteur de progression annuel approprié de 6 %.

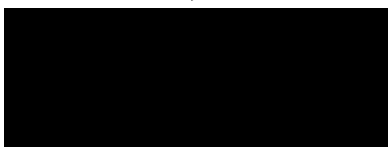
Par ailleurs, si le gouvernement fédéral décidait d'instaurer un régime public d'assurance médicaments à l'échelle canadienne, le Québec demanderait un droit de retrait avec pleine compensation financière. Comme vous le savez, un tel régime est déjà en place au Québec depuis 1997. Cette position a d'ailleurs été réitérée lors de la rencontre des ministres responsables de la Santé FPT du 17 décembre 2020.

Cette augmentation des transferts en santé doit impérativement se faire dans le respect des compétences du Québec, et ce, sans condition. Ainsi, un réengagement soutenu de votre part dans ce financement serait plus porteur pour améliorer les conditions de vie des Québécois.

En terminant, je veux réitérer, tel que mentionné par le premier ministre du Québec, monsieur François Legault, que le Québec entend assumer pleinement et sans contrainte ses responsabilités et c'est pourquoi il entend être encore plus vigilant à l'égard des interventions du gouvernement fédéral susceptibles de contrevenir aux compétences exclusives du Québec, d'attenter à son autonomie ou au respect de ses institutions. Ainsi, dans les domaines qui relèvent de ses compétences exclusives, le Québec n'entend pas souscrire aux stratégies, cadres ou autres projets pancanadiens fédéraux-provinciaux-territoriaux et, sur le plan bilatéral, revendiquera la conclusion d'ententes particulières, voire asymétriques, afin de lui permettre d'obtenir sa juste part des fonds fédéraux dans le respect de son autonomie et de ses compétences.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,



Christian Dubé

N/Réf. : 21-MS-07838